

Informations de base	
2025/0012(COD) COD - Procédure législative ordinaire (ex-procédures codécision) Règlement	Procédure terminée
Droits de douane supplémentaires sur les importations de certains produits originaires des États-Unis d'Amérique Modification Règlement 2018/196 2014/0175(COD)	
Subject 6.20.03 Accords et relations commerciales et économiques bilatérales 6.20.04 Code des douanes de l'Union, tarifs douaniers, accords préférentiels, règles d'origine	
Zone géographique États-Unis	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	INTA Commerce international	LANGE Bernd (S&D)	19/02/2025
Conseil de l'Union européenne			
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Commerce	ŠEFČOVIČ Maroš	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
03/02/2025	Publication de la proposition législative	COM(2025)0027	
10/03/2025	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
19/03/2025	Vote en commission, 1ère lecture		
21/03/2025	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A10-0034/2025	
01/04/2025	Décision du Parlement, 1ère lecture	T10-0050/2025	Résumé
01/04/2025	Résultat du vote au parlement		
14/04/2025	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
14/04/2025	Signature de l'acte final		
22/04/2025	Publication de l'acte final au Journal officiel		

--	--	--

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/0012(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement
Modifications et abrogations	Modification Règlement 2018/196 2014/0175(COD)
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 207-p2
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	INTA/10/02106

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A10-0034/2025	21/03/2025	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T10-0050/2025	01/04/2025	Résumé
Conseil de l'Union				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Projet d'acte final		00003/2025/LEX	10/04/2025	
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base législatif		COM(2025)0027	03/02/2025	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		SP(2025)10-14	14/10/2025	

Acte final	
Règlement 2025/0783 JO OJ L 22.04.2025	

Droits de douane supplémentaires sur les importations de certains produits originaires des États-Unis d'Amérique

Le Parlement européen a adopté par 593 voix pour, 7 contre et 35 abstentions, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2018/196 du Parlement européen et du Conseil relatif à des droits de douane supplémentaires sur les importations de certains produits originaires des États-Unis d'Amérique.

Le Parlement a arrêté sa position en première lecture suivant la procédure législative ordinaire.

La proposition vise simplement à introduire une modification limitée, ciblée et technique au règlement (UE) 2018/196 en y incluant un seuil de minimis pour l'imposition de mesures de rétorsion à l'encontre des États-Unis dans le cadre d'une affaire devant l'OMC perdue par les États-Unis en 2003. Cette affaire concerne la loi américaine de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention [«Continued Dumping and Subsidy Offset Act» (CDSOA) ou amendement Byrd]

L'amendement Byrd a été abrogé en 2006, mais les États-Unis ont mis en place une période transitoire au cours de laquelle il était prévu que les paiements se poursuivraient aussi longtemps qu'ils concernaient des droits perçus avant le 1er octobre 2007.

En 2024, le montant des mesures de rétorsion autorisées par l'Union était négligeable (34,98 USD), mais la Commission a quand même dû adopter un règlement délégué fixant le taux de droit à 0%. Le recouvrement de 34,98 USD n'aurait eu aucune incidence sur les échanges et aurait imposé un coût administratif disproportionné à l'Union.

À l'avenir, le niveau autorisé des mesures de rétorsion devrait demeurer faible et tendre vers l'épuisement. C'est pourquoi il est proposé de fixer à **30.000 USD** le seuil de paiements effectués par les autorités américaines en lien avec les importations de l'Union au cours d'une année budgétaire en dessous duquel aucun droit de l'Union ne s'appliquerait.

Le texte amendé stipule que lorsque le montant des paiements effectués dans le cadre de la CDSOA en relation avec des droits antidumping ou compensateurs acquittés sur les importations originaires de l'Union au cours de l'année la plus récente, au moment considéré, pour laquelle les autorités américaines ont publié des données, est inférieur ou égal à 30.000 USD, la Commission n'ajuste pas le niveau de la suspension et l'application du droit à l'importation supplémentaire est suspendue.

Afin d'éviter des efforts administratifs disproportionnés et de permettre l'application rapide du seuil de minimis, le présent règlement devrait entrer en vigueur le jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne.

Droits de douane supplémentaires sur les importations de certains produits originaires des États-Unis d'Amérique

OBJECTIF : modifier le règlement (UE) 2018/196 en y incluant un seuil de minimis pour l'imposition de mesures de rétorsion appliquées dans le cadre du différend devant l'OMC concernant la loi américaine de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention [«Continued Dumping and Subsidy Offset Act» (CDSOA) ou amendement Byrd].

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : la loi américaine sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention [«Continued Dumping and Subsidy Offset Act» (CDSOA) prescrit la distribution annuelle à des entreprises américaines des droits antidumping et compensateurs recouvrés au cours de l'exercice budgétaire précédent. En janvier 2003, elle a été jugée incompatible avec les obligations incombant aux États-Unis au titre des accords de l'OMC.

Les autorités américaines n'ayant pas mis leur législation en conformité avec les accords de l'OMC, la Communauté européenne a demandé à l'organe de règlement des différends (ORD) l'autorisation de suspendre, à l'égard des États-Unis, l'application de ses concessions tarifaires et autres obligations connexes contractées dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994. Les États-Unis ont contesté le niveau de suspension des concessions tarifaires et autres obligations connexes, de sorte que l'affaire a été soumise à arbitrage.

Le 31 août 2004, les arbitres ont établi que le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages subie chaque année par la Communauté était égal à **72%** du montant des paiements effectués au titre de la CDSOA en relation avec des droits antidumping ou compensateurs acquittés sur les importations en provenance de la Communauté au cours de l'année la plus récente, au moment considéré, pour laquelle les autorités américaines ont publié des données.

Les autorités américaines n'ayant pas mis la CDSOA en conformité avec les obligations contractées dans le cadre des accords de l'OMC, un droit de douane ad valorem supplémentaire de **4,3%** a été institué sur les importations de certains produits originaires des États-Unis d'Amérique conformément au règlement (UE) 2018/196 du Parlement européen et du Conseil. Conformément à l'autorisation accordée par l'OMC de suspendre l'application des concessions octroyées aux États-Unis, la Commission adapte chaque année le niveau de suspension au niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages subie, du fait de la CDSOA, par l'Union à la date considérée.

Ces dernières années, le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages subie par l'Union sur la base des données publiées par le bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis a diminué. Par exemple, en 2024, il a été établi à 34,98 USD, ce qui se serait traduit par

un taux de droit supplémentaire à l'importation de 0,00002% sur le maïs doux, les montures de lunettes, les camionsgrues et certains vêtements pour femmes ou fillettes en tissus dits «denim», originaires des ÉtatsUnis.

Étant donné que l'application d'un droit aussi faible n'aurait eu aucune incidence sur les échanges et aurait imposé un coût administratif disproportionné à l'Union, le taux de droit supplémentaire à compter du 1er mai 2024 a été fixé à 0% par le règlement délégué (UE) 2024/1239 de la Commission. La CDSOA ayant effectivement été abrogée le 1er octobre 2007, le niveau d'annulation ou de réduction des avantages et, par conséquent, de suspension devrait se maintenir à ce niveau sensiblement réduit et économiquement négligeable.

L'adoption d'un règlement délégué de la Commission chaque année, même lorsque le niveau des mesures de rétorsion est négligeable, ne constitue pas une utilisation efficace des ressources. Par conséquent, afin de promouvoir l'efficacité et la proportionnalité, il convient d'ajouter au règlement (UE) 2018/196 un seuil de minimis au-dessous duquel il convient de ne pas imposer de droits à l'importation supplémentaires.

CONTENU : la proposition de modification du règlement (UE) 2018/196 introduit un **seuil de minimis** au-dessous duquel des droits à l'importation supplémentaires ne devraient pas être imposés. Ce seuil devrait être fixé à **30.000 USD** de paiements pertinents effectués par les autorités américaines au cours d'une année budgétaire. Un paiement d'un montant de 30.000 USD, sur la base de la liste actuelle des marchandises figurant à l'annexe I, se traduirait par un taux de droit supplémentaire d'environ 0,01%.

Les droits de douane supplémentaires égaux ou inférieurs à 0,01% qui s'appliqueraient en l'absence de disposition de minimis sur les quelques lignes tarifaires actuellement incluses à l'annexe I ne sembleront pas justifier les coûts administratifs qui seraient supportés par l'Union en cas d'institution de ces droits. Au-dessous de ce seuil, les droits n'ont pas d'incidence sur les échanges et sont donc économiquement négligeables.

Incidence budgétaire

Chaque fois que le seuil de minimis s'appliquerait, l'Union européenne subirait une perte maximale de **21.600 USD** (soit le niveau autorisé des mesures de rétorsion correspondant à 30.000 USD de paiements liés à la CDSOA) de recettes douanières au cours d'un exercice budgétaire. En revanche, les ressources humaines et administratives nécessaires pour ajuster et imposer le droit de douane supplémentaire ne seraient pas utilisées. L'incidence sur les ressources propres de l'Union sera donc très limitée.